



ALLIANCE FRANÇAISE POUR LA
NEUTRALITÉ
CARBONE

ALLIANCE FRANÇAISE

POUR LA NEUTRALITÉ CARBONE

COMPTE-RENDU DU LANCEMENT

Un espace d'échange entre les acteurs publics et privés engagés pour faire avancer les différents secteurs d'activité vers l'objectif « zéro émissions nettes » d'ici 2050.

MARDI 16 MARS 2021



Marc Teyssier d'Orfeuil

Président de Com'Publics

Face à l'urgence climatique, de nombreux acteurs s'engagent pour réduire leur empreinte carbone. Les initiatives citoyennes, les engagements des entreprises et les politiques publiques foisonnent, pour s'approcher de l'objectif des Accords de Paris : la neutralité carbone à l'échelle mondiale d'ici 2050. Nous avons souhaité nous inscrire dans cette ambition, en proposant aux différents acteurs engagés un nouvel espace d'échange et de dialogue, l'Alliance Française pour la Neutralité Carbone. Cette Alliance, qui a vocation à rassembler des acteurs publics et privés de tous les secteurs d'activité, proposera régulièrement des rencontres, des débats pour échanger sur une thématique commune : comment peut-on collectivement accélérer la marche vers les objectifs de zéro émission nette de gaz à effet de serre d'ici 2050 ?

Éditos



Pierre-Alexandre Teulié

**Directeur général de la communication,
affaires publiques et du développement
durable pour Nestlé France**

Le secteur agro-alimentaire est directement exposé puisque tous nos produits viennent de la Terre. Or, la Terre est directement exposée au changement climatique comme le montrent la multiplication des sécheresses, des inondations, variations brutales de températures, incendies... Ces manifestations climatologiques font courir le risque d'une raréfaction de la ressource, et de l'accès à la matière première. C'est donc véritablement un enjeu de pérennité de notre activité, et, au-delà, de la capacité à nourrir la planète.

Notre enjeu est de travailler sur toute notre chaîne de valeur, de la fourche à la fourchette, et même jusqu'à la poubelle. Nous travaillons à la fois sur nos matières premières, nos emballages, sur la façon dont nous produisons dans nos usines, et sur la façon dont nous acheminons les produits vers nos consommateurs.

Notre enjeu prioritaire reste l'agriculture, qui représente 69 % de notre empreinte. Nous sommes vraiment engagés avec le monde agricole, pour faire basculer les méthodes de production vers une agriculture régénératrice.

Nous avons beau être le leader mondial de l'agroalimentaire, nous ne pouvons pas provoquer, seul, de changement systémique. Nous devons donc travailler avec le monde agricole, avec les coopératives et les industries de première transformation, mais au-delà avec les autres secteurs d'activité et les pouvoirs publics. C'est pour cela que nous souhaitons avancer en alliance.

Quels enjeux et solutions pour avancer plus rapidement vers les objectifs de l'Accord de Paris et ceux de la Stratégie Nationale Bas Carbone ?



François DE RUGY

Député de Loire-Atlantique,
ancien Ministre de la Transition
écologique et Solidaire

Le principe de la neutralité carbone, inscrit dans l'Accord de Paris, est de rechercher les émissions les plus basses possibles, qui ne doivent pas dépasser ce que la nature peut absorber à travers les puits de carbone.

L'objectif premier est donc de réduire les émissions. La Stratégie nationale bas carbone répond à cet objectif, en regardant, secteur par secteur, ce que l'on peut faire baisser. Aucun secteur ne peut se sentir exonéré de cet effort de réduction.

Les transports et les logements sont les deux principaux émetteurs en France. La rénovation des logements, le développement du transport fluvial et ferroviaire, l'utilisation d'énergies comme l'électrique, le gaz naturel, l'hydrogène sont des solutions. Le secteur agricole et industriels ont aussi un rôle important à jouer.



Arnaud LEROY

Président de l'ADEME

Pour répondre à cet enjeu, nous devons fixer des trajectoires, par secteurs d'activité, qui nous permettent de finaliser le chemin à parcourir. Il est important de prendre des bons engagements et de les suivre.

L'Ademe accompagne les entreprises et les collectivités dans leurs engagements à travers la mise en place des méthodologies, des référentiels, des outils pour les différents secteurs d'activité. Il faut éviter les démarches de greenwashing.

La démarche partenariale est nécessaire : il y a une obligation légale en France qui est forte, ce qui signifie que tout le monde doit aller dans le même sens



Thierry CAQUET

Directeur scientifique
de l'INRAE

L'INRAE oriente ses recherches sur deux axes :

- l'atténuation du changement climatique : comment réduire l'impact du secteur agricole. Nos recherches portent notamment sur la limitation de l'usage de combustibles fossiles, des fertilisants azotés de synthèse ou des pesticides, sur l'accroissement du stockage du carbone dans les sols.
- l'adaptation de l'agriculture au changement climatique, en accélérant la transition agro-écologique et des systèmes alimentaires, pour s'adapter au climat futur, tout en limitant la vulnérabilité aux aléas climatiques comme la sécheresse.



Christophe BUREN

Président de Vivescia

Pour Vivescia, groupe coopératif céréalier, l'agriculture, doit faire partie de la solution.

Le sol est central pour deux raisons. Il l'est d'abord pour la résilience alimentaire : plus de carbone dans les sols permet d'augmenter les rendements et de répondre à la demande alimentaire croissante. Il l'est aussi pour la lutte contre le changement climatique : plus de carbone dans les sols, c'est aussi moins de carbone dans l'atmosphère.

Pour toutes ces raisons, il est important de contribuer aux pratiques agricoles de demain, positives pour les sols, la planète et l'alimentation du plus grand nombre.

Il est donc tout à fait naturel pour Vivescia de rejoindre l'Alliance Française pour la Neutralité Carbone.

Forêts, sols agricoles : quelles pistes pour développer massivement les puits de carbone naturels ?



LES SOLS AGRICOLES



Paul LUU

Secrétaire exécutif,

« 4 pour 1 000 »

Un accroissement de 0,4 % de la quantité de carbone dans les sols chaque année compenserait théoriquement le carbone émis dans l'atmosphère par les activités humaines. La séquestration du carbone dans les sols peut nous permettre d'être dans une situation gagnant-gagnant-gagnant : en participant à l'atténuation du changement climatique, tout en œuvrant à l'adaptation de l'agriculture au changement climatique déjà en cours, et en contribuant à notre sécurité alimentaire quotidienne.

Le concours de l'ensemble de la société est nécessaire. C'est la raison pour laquelle l'initiative « 4 pour 1 000 » invite toutes les parties prenantes (producteurs, communautés scientifiques, secteur privé, ONG, autorités régionales et locales, pays, organisations internationales, banques de développement, fondations, etc.) à promouvoir et à mettre en œuvre des actions pratiques pour entretenir et gérer des sols sains et vivants.



Claire CHENU

Directeur de Recherche INRAE,

Professeur de Science du Sol

AgroParisTech

Le potentiel de stockage de carbone, qui est lié à des changements de pratiques techniquement réalisables aujourd'hui, permettrait de compenser 41 % des émissions agricoles, ce qui correspond à 7 % des émissions nationales.

Pour augmenter les stocks de carbone, il n'y pas une, mais des pratiques vertueuses : planter des cultures intermédiaires, mettre en place des couverts végétaux, enherber vignes et vergers, allonger la durée des prairies temporaires dans des rotations, développer l'agroforesterie, planter des haies...

Pour développer cela, il y a besoin de méthodes de vérification et de politiques publiques incitatives.



Marie-Thérèse BONNEAU

Présidente de France Carbon

Agri et Vice-Présidente

de la FNPL

Les acteurs de l'élevage ont travaillé avec les ministères, l'ADEME et l'INRAE, pour obtenir le Label bas carbone, donnant ainsi naissance à la méthode Carbon Agri. Cette méthode permet d'actionner des leviers techniques très concrets pour les éleveurs, pour réduire les émissions, mais aussi pour augmenter le stockage du carbone dans les sols.

France Carbon Agri est une association d'agriculteurs qui constitue une plateforme de mise en relation entre les agriculteurs qui ont des crédits carbone à valoriser et des acheteurs potentiels.

Notre premier appel à projets a réuni 300 agriculteurs et 22 entreprises et collectivités acheteuses. Le deuxième réunit 1200 agriculteurs. Il s'agit principalement d'éleveurs mais nous sommes en train d'élargir la méthode à tous les types d'exploitation (grandes cultures, arboriculture, viticulture notamment)

Forêts, sols agricoles :

quelles pistes pour développer massivement les puits de carbone naturels ?



LES SOLS AGRICOLES



Christophe KLOTZ

Directeur du développement durable chez Nestlé France

Pour Nestlé France, la lutte contre le changement climatique est un axe majeur. Nous devons éviter les répercussions terribles du changement climatique sur les productions agricoles : s'il n'y a plus de matières premières, nous n'avons plus d'activités. Notre engagement pour atteindre zéro émissions nettes est donc clé. Et nous ne pourrions y parvenir sans participer à la séquestration de carbone dans les sols.

Nous avons lancé avec l'ONG Earthworm Foundation l'initiative « Sols Vivants », un consortium qui regroupe des fournisseurs, des industriels, des distributeurs. Nous sommes partis de trois pilotes d'agriculture régénératrice, à petite échelle, dès 2018. Après 3 ans, on voit que cela fonctionne, et nous avons décidé d'aller plus vite et plus fort. Nous souhaitons d'ici 2025 agréger autour de nous l'essentiel de nos fournisseurs en France, pour avoir des produits labellisés « agriculture régénératrice ».



Jean-Baptiste MOREAU

Député de la Creuse

Le Projet de loi Climat introduit l'affichage environnemental et l'Écoscore. L'objectif est de mesurer l'impact environnemental réel de notre agriculture, et de faire en sorte que le consommateur puisse avoir une information fiable.

Les prairies constituent d'excellents puits de carbone, qui compensent en partie ce que les bovins émettent. Cette notation carbone permettrait de ramener un peu de valeur dans les élevages. Il semble normal que les éleveurs soient rémunérés pour ce service environnemental rendu.



Savine OUSTRAIN

Directrice Recherche et Innovation chez VIVESCIA

Notre mission, en tant que coopérative, est de sensibiliser les agriculteurs sur leur rôle essentiel. Depuis de nombreuses années, nous expérimentons des leviers afin de diminuer les émissions. Nous avons déployé des outils d'aide à la décision, avons travaillé sur les doses d'azote, la fertilisation organique, la réintroduction de légumineuses... Et sur le stockage du carbone, par les biais des couverts agronomiques, dans l'agriculture de conservation des sols

2 exemples de projets partenariaux menés par Vivescia :

- Le programme « orge bas carbone » avec Heinken et une quinzaine d'agriculteurs
- L'initiative sols Vivants avec la Fondation Earthworm



Frédéric DESCROZAILLE

Député du Val-de-Marne

On entend généralement parler du carbone de manière négative, alors que c'est la pièce maîtresse de toute la matière vivante. Et l'agriculture est LE secteur qui intervient sur le cycle du carbone, puisque le métier d'agriculteur consiste à faire et défaire les chaînes carbonées qui rentrent dans la matière vivante.

On se tourne souvent vers le secteur agricole en lui demandant de changer. Mais le changement ne partira pas de l'agriculture : il partira de l'aval. Il s'agit de trouver des solutions, tant pour l'information au consommateur, que pour une valorisation à travers des marques. Il s'agit de voir comment les agriculteurs peuvent être rémunérés, et financer des prises de risques qui sont de plus en plus lourdes.

Forêts, sols agricoles : quelles pistes pour développer massivement les puits de carbone naturels ?



LES FÔRETS



Michel DRUILHE

Président de France

Bois Forêt

La neutralité carbone est dans les gènes de la filière forêt-bois.

Pour réduire la concentration de gaz carbonique dans l'atmosphère nous ne pouvons pas nous contenter d'une réduction : il faut capter le gaz carbonique par les arbres, qui séquestrent le carbone par tous ses bouts.

Et comme nous ne pouvons pas recouvrir toute la surface de la Terre d'arbres, il existe une solution vertueuse : le stockage du carbone dans les objets en bois et par leur usage.

Pour confirmer ce cycle vertueux, il suffit de respecter un condition : renouveler la forêt, et la gérer de manière durable. Une forêt bien gérée est deux fois plus efficace pour capter le gaz carbonique qu'une forêt non exploitée.



Maxime DE ROSTOLAN

Fondateur de Fermes

d'Avenir et Communitees

On arrache encore aujourd'hui 11 000 km de haies par an, alors que des rapports comme le rapport Afterres 2050, nous invitent à en planter 25 000 km. Nous essayons de changer de paradigme et d'engager les citoyens dans des projets de conversion à l'agroforesterie, à travers le programme Communitees, dont l'enjeu est de créer des pépinières participatives. Il y a aujourd'hui 2 millions d'hectares de surface agricole que l'on pourrait convertir dès à présent, en plantant plusieurs centaines de millions d'arbres. Nous souhaitons le faire en impliquant les citoyens, ce qui permettrait d'ailleurs de réconcilier un peu le monde urbain et le monde agricole.



Vincent THIÉBAUT

Député du Bas-Rhin

La forêt est centrale pour répondre aux enjeux de décarbonation :

- Sur la décarbonation des usages, notamment sur la construction, avec la RE 2020, qui permettra de favoriser l'utilisation du bois, mais du biosourcé dans sa globalité.
- Sur la compensation : le PJJ Climat et résilience met en place une obligation de compenser l'émission du secteur aérien par de l'investissement dans des puits de carbone, notamment la forêt.

Il faut que l'on puisse accompagner le secteur bois-forêt pour en faire un axe majeur de décarbonation de notre société.